

Le confinement lié à la pandémie Covid nous a contraints à retarder notre assemblée générale à ce début d'année 2021.

Cette année est une grande date pour notre association puisque nous fêtons le 20ème anniversaire de la naissance d'École Pour Tous Kaya.

Nous aurons aussi le plaisir d'entendre en direct depuis les USA le fondateur d'École pour Tous au Burkina Faso le père Thomas Kaboré, évêque émérite de Kaya.

Depuis Kaya, le directeur de la DDEC le père Lambert Sawadogo ainsi que notre correspondant M Augustin Nikiéma, coordinateur des parrainages et de la communication pourront également répondre à nos questions.

La situation des zones touchées par l'insécurité au nord de Kaya

Depuis 2015, la crise sécuritaire gagne du terrain au Burkina Faso. Dans le domaine de l'éducation, un grand nombre d'établissements scolaires ont été fermés ou incendiés, des enseignants ont été assassinés .

Ces actes de terrorisme sur l'ensemble de la population des régions du Nord Est entraînent l'exode massif des familles, ce qui soulève le problème de leur accueil et engendre le risque, surtout pour les filles, de se retrouver exposées à d'autres dangers

M. Augustin Nikiéma nous informe régulièrement de la situation et écrit : « Plusieurs régions du pays, dont le Centre-Nord Kaya, ont été victimes d'entreprises macabres à l'initiative d'hommes armés non identifiés. (HANI)

Les conséquences de cette crise qui perdure sont visibles sous tous les angles de la vie sociale et économique. Des nouvelles préoccupations, jusque-là inconnues des populations locales se lisent au quotidien sur les visages de milliers de personnes, qui espèrent un retour au calme pour retourner dans leurs localités d'origine.

Il faut dire que la crise sécuritaire a conduit dans la région du Centre Nord Kaya, à un déplacement massif des populations des villages du côté Nord de la région, vers le centre. Ce sont en effet, des milliers de familles qui ont dû fuir précipitamment leurs maisons pour échapper à une mort certaine.

Elles se sont installées dans des localités où elles semblaient avoir un refuge, mais les villes de Kaya et de Kongoussi (plus à l'ouest de Kaya) ont été les destinations privilégiées pour celles qui avaient toujours les ressources nécessaires pour s'y rendre.

De nos jours, la commune de Kaya et ses villages environnants comptent plus de 400 000 personnes selon des sources locales. Cette vague migratoire est constituée en majorité de femmes et d'enfants.

Face à cette catastrophe humanitaire sans précédent, les autorités locales, avec l'appui d'organismes (ONG et associations humanitaires) s'organisent pour apporter des réponses urgentes. Des initiatives se sont multipliées depuis 2017 pour une prise en charge alimentaire et sanitaire

Il faut souligner qu'au début de la crise, les autorités communales avaient réquisitionné les infrastructures scolaires de la ville pour abriter les personnes déplacées, mais avec la rentrée scolaire qui a suivi, certaines familles ont été relogées dans des familles d'accueil (proches parents), dans des habitats de fortune, ou encore dans des cadres aménagés par des personnes de bonne volonté ou des organisations humanitaires

Une analyse approfondie des conséquences directes de la crise sécuritaire sur le système éducatif révèle une situation aussi préoccupante qu'urgente, face à laquelle les réponses demeurent timides au regard de l'organisation des actions sur le terrain.

Des milliers d'enfants, ayant fui avec leurs parents, se sont vus ainsi éjectés du système éducatif, soit par manque de places dans les écoles d'accueil, ou encore parce que les parents n'ont plus les moyens pour la prise en charge de leur scolarité (ils ont tous abandonné pour fuir).

Quant à la DDEC de Kaya déjà fragilisée à cause de ses multiples difficultés récurrentes, elle s'est vue paralysée suite à la déscolarisation de milliers d'élèves devant quitter les écoles primaires, lycées et collèges des zones d'insécurité et la perte considérable de matériel occasionné par la destruction de plusieurs infrastructures et équipements scolaires.

Résultats scolaires

Pour l'année scolaire 2019-2020, les résultats au Certificat d'Etudes Primaires montrent un taux de réussite de 100 % pour 5 écoles et un taux se situant entre 80 et 96 % pour quatre autres écoles.

Les résultats faibles des écoles de Tema Bokin, Basnere et Ilaya sont dus à la fermeture temporaire de ces écoles et au manque criant de matériel pédagogique (manuels, fournitures scolaires, etc ...).

L'Ecole Site Notre Dame doit surmonter d'énormes difficultés puisqu'elle accueille la majorité des élèves réfugiés.

Treize écoles primaires et sept (07) lycées et collèges ont réouvert leurs portes à la rentrée 2020.

Ces treize écoles ont pu inscrire et réinscrire 3799 élèves, dont 1903 filles et 1896 garçons.

Elles voient leur capacité d'accueil dépassée par l'ampleur de la demande.

Pour l'année scolaire 2020-2021, quatre écoles primaires d'Ecole Pour Tous et un collège sont restés fermés. Ils sont tous situés dans la zone de Barsalgho. Il s'agit des écoles primaires de Dieter MOLL de Ilyala, St Antoine de Yimboulsa, Jean-Bosco de Keglé, l' Amitié de Toécé.

L'école primaire St Joseph de Barsalgho, fermée pendant l'année scolaire précédente, a repris les cours suite à une décision administrative de procéder à la réouverture progressive des écoles sur l'axe Kaya-Barsalgho.

D'une manière générale, les enseignants des écoles fermées ont été redéployés soit dans l'école des réfugiés ou dans celle de Barsalgho à sa réouverture.

CAS SPECIFIQUE DE L'ECOLE DES REFUGIES

Notre correspondant nous explique la situation des élèves réfugiés : les EDI

« En rappel, lors d'un précédent rapport, on avait souligné la contribution des autorités éducatives de la DDEC à la recherche de solutions pour aider à la l'insertion et à réinsertion scolaire des enfants issus des familles déplacées internes.

A ce titre on vous avait informé que des classes supplémentaires avaient été mises en place au sein de la Paroisse Cathédrale de Kaya pour accueillir ces enfants. Une école (de circonstance) de six classes (du CP1 au CM2) a donc été créé.

Dès la première année de l'initiative (2019-2020), 247 enfants déplacés avaient été inscrits, et malgré les conditions de travail précaires (infrastructures d'accueil inadaptées, problèmes de tables, absence de cantine scolaire, manque de guides pédagogiques, etc.), 36 élèves de la classe de CM2 ont pris part aux épreuves de Certificat d'Etudes Primaires, avec un taux de succès de 39%.

Pour cette nouvelle année scolaire, les élèves déplacés internes (EDI), c'est ainsi qu'ils sont appelés dans le jargon de l'humanitaire, sont au nombre de 359 (dont 182 filles et 177 garçons).

L'administration publique qui avait avalisé la création de ces classes supplémentaires par la DDEC, leur a accordé une reconnaissance officielle, et désormais c'est une école primaire formelle du nom de « Ecole site Notre-Dame de Kaya ».

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Des Assises de l'Enseignement regroupant tous les acteurs éducatifs de la DDEC ont débuté le 5 Décembre 2020.

Il s'agissait de faire une photographie de l'ensemble des établissements scolaires primaires et secondaires en vue de relever les faiblesses et les difficultés du dispositif actuel et de dégager des solutions à court, moyen et long terme.

Pour des contraintes sécuritaires et budgétaires, les acteurs ont été regroupés en trois zones, et Boulsa a constitué la première étape.

D'une manière générale, les difficultés récurrentes et le nouveau contexte ont donné une autre coloration à la situation. Ces difficultés compromettent la qualité de l'enseignement des écoles qui était bien connue jusque là.

Il est donc impératif de revoir la carte scolaire et d'augmenter la capacité d'accueil des écoles dans les grands centres pour faciliter leur autonomie financière et minimiser les risques sécuritaires pour les élèves et les enseignants.

Les défis sont énormes!

Merci à tous les parrains, au lycée St Vincent de Paul de Nimes et à la fabrique de Diemeringen.

Votre soutien constant est une aide précieuse pour Ecole Pour Tous dans sa lutte contre l'analphabétisme et les inégalités des chances entre filles et garçons ainsi que dans son projet d'éducation à la paix et à la tolérance, valeurs jusque là traditionnelles au Burkina Faso mais dont le pays a tant besoin à présent !

La présidente : Jocelyne TICOZZELLI